

Burundi : "la polarisation politique a violemment atteint l'armée", dit ICG

International Crisis Group, 6 avril 2017 Burundi : l'armée dans la crise Rapport Afrique N°247 | 5 avril 2017
Près de deux ans après la tentative de coup d'Etat, la crise burundaise continue de s'enliser, et la polarisation politique et ethnique a atteint l'armée, hier vitrine de l'accord d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile. Synthèse En l'espace de deux ans, la crise burundaise s'est enlisée. Après la réélection, en juillet 2015, du président Nkurunziza – dont la candidature, en avril, avait déclenché les troubles – et face à l'échec de la médiation, elle s'est transformée en conflit de basse intensité et près de 400 000 Burundais ont fui leur pays. Depuis la tentative de coup d'Etat de mai 2015, la polarisation politique a violemment atteint l'armée.

Une série d'attaques a ciblé de nombreux officiers adhérant au projet politique du président ou soupçonnés de sympathiser avec les putschistes. Des tentatives d'assassinat ont aussi eu lieu à l'étranger. La réputation de l'institution, dont la réforme a été soutenue depuis dix ans par les bailleurs étrangers, en pâtit. La formation dispensée par les partenaires internationaux a pris fin, et sa lucrative participation aux opérations de maintien de la paix à l'étranger est contestée. Une armée divisée et découragée est un risque majeur pour la stabilité du pays. Seul un dialogue entre le gouvernement et l'opposition pourrait donner des assurances aux officiers qui résistent à la politisation de l'institution. Il est plus urgent que jamais. Longtemps décrite comme la vitrine de l'accord d'Arusha de 2000 qui a mis fin à la guerre civile, l'armée incarne aujourd'hui la crise burundaise mieux que toute autre institution. Du fait de sa composition multiethnique, des formations dispensées par les partenaires extérieurs et de son rôle dans le maintien de la paix à l'étranger, l'armée burundaise avait acquis une bonne réputation à l'extérieur et un statut avantageux à l'intérieur du pays. Mais elle souffrait en même temps de fragilités latentes et la crise de 2015 a facilement brisé le double consensus sur lequel reposait la stabilité du régime burundais : celui entre l'armée et le pouvoir et celui, interne à l'armée, entre les ex-rebelles, issus majoritairement du parti au pouvoir, et les militaires de la vieille garde. Depuis lors, le régime s'efforce de capturer l'institution militaire par une campagne de purge et d'élimination en son sein des opposants réels ou supposés au troisième mandat – en premier lieu les officiers de l'armée de l'avant-guerre et les officiers tutsi, mais aussi des ex-rebelles hutu, y compris des officiers haut gradés. La crise actuelle, qui prend la forme d'assassinats croisés de militaires, remet violemment en cause l'accord d'Arusha au niveau de l'armée et les efforts de dépolitisation et de professionnalisation menés depuis dix ans, révélant les tensions politico-ethniques à l'œuvre dans les coulisses de l'institution en dépit de ses transformations. Elle provoque de nombreuses défections et rend son avenir incertain. Les Nations unies et l'Union européenne sont réticentes à l'accroissement de la participation du Burundi aux missions de maintien de la paix et ont pris des mesures pour la limiter. Celle-ci ayant constitué un antidote à la paupérisation et favorisé l'intégration de ses différentes composantes, sa remise en cause et celle des soutiens externes qui l'accompagnent pourraient conduire à terme à la perte des avantages économiques et sociaux liés au métier militaire. Cela constitue un risque supplémentaire pour la stabilité du pays. Appauvrie et polarisée sur les plans politique et ethnique, l'armée se recentre autour du noyau loyaliste et les confrontations ouvertes entre factions de l'armée ont été évitées depuis 2015. Mais ce calme apparent et très relatif se fonde principalement sur la peur et les observateurs extérieurs ne devraient pas être dupes. L'armée telle qu'on l'a connue depuis 2004 est en ruines, et ne pourrait se rétablir qu'au prix d'une résolution politique inclusive, perspective qui semble s'éloigner avec le durcissement continu du régime et les difficultés rencontrées par la médiation de l'ex-président tanzanien Benjamin Mkapa. Faute de cela, deux scénarios sont envisageables pour l'avenir de l'armée : une nouvelle confrontation majeure, qui pourrait prendre la forme d'un nouveau putsch, ou un déclin silencieux et inexorable. Dans cette situation, seules des garanties sur la pérennité de l'accord d'Arusha, dont découle la réussite relative de l'intégration de l'armée depuis 2004, ou son adaptation consensuelle, pourraient rassurer les officiers en leur donnant les assurances nécessaires sur leur avenir et celui de leur institution. Malgré l'intransigeance du gouvernement, qui a rendu les tentatives de médiation très difficiles, les Nations unies, l'Union africaine, la Communauté d'Afrique de l'Est et l'Union européenne devraient redoubler d'efforts pour qu'un dialogue inclusif entre le gouvernement et l'opposition en exil ait lieu, et les partenaires qui ont soutenu l'armée depuis 2004 ne devraient pas réinvestir dans la formation d'une institution désormais très politisée, tant qu'elle reste sous le contrôle d'un régime autoritaire et violent. La participation de l'armée burundaise aux opérations de maintien de la paix ne devrait se poursuivre que sous les conditions strictes de contrôle (vetting) des individus qui y prennent part. La crise au sein de l'armée, à l'image de celle que traverse le pays, souligne le risque d'un pourrissement durable de la situation.

Nairobi/Bruxelles, 5 avril 2017 Lire l'intégralité du Rapport

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```